

LA JEUNESSE ET LE REDRESSEMENT DU PCF

(NOUVELLE RÉPONSE A « UNIR »)

La polémique qu'Unir a engagé avec nous se poursuit dans son numéro de juillet par une réponse à l'article de notre camarade Couturier, paru dans notre numéro de juin dernier.

Nous laisserons de côté provisoirement

ENCORE UNE FOIS LA J.C.R. ET NOUS

En ce qui concerne la J.C.R., Unir interprète sa formation : 1^o comme notre œuvre, notre invention, 2^o comme une expression de notre tactique entriste, une étape vers la création d'un parti révolutionnaire, et soulève un problème de « camouflage » de trotskystes dans cette organisation nouvelle de jeunesse.

La J.C.R. n'a pas été créée par nous ; elle n'entraîne pas nos « plans », sinon nous aurions longuement préparé, par la propagande, sa formation (chacun sait d'ailleurs que son premier noyau, à Cannes, s'est formé dans une parfaite spontanéité) ; si même nous l'avions créée, cela échapperait à notre conception entriste. Répétons une fois encore que nous considérons que la condition de la création d'un vrai parti communiste de masse ne peut être qu'une situation pré-révolutionnaire qui favoriserait tout d'abord, dans une première étape, le développement d'un courant gauche dans le P.C.F. L'entrisme vise à préparer une telle étape. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là. Mais, dans les conditions actuelles, on observe en France, comme d'ailleurs dans de nombreux pays capitalistes économiquement développés, une fermentation politique dans certaines couches de la jeunesse qui les oppose aux vieux partis traditionnels et qui les fait rechercher une politique révolutionnaire. Les étudiants socialistes allemands sont entrés en conflit il y a quelques années avec le Parti social-démocrate, tout comme ici en France l'U.E.C. avec le P.C.F. Le développement politique de ces jeunes les conduit à la rupture

plusieurs questions soulevées assez superficiellement dans l'article d'Unir, non parce qu'elles sont secondaires, mais parce que nous voulons nous limiter à l'approfondissement de deux points qui sont les plus « actuels » : la J.C.R. et le « redressement » du P.C.F.

avec les vieux partis, et ils s'organisent. Des formalistes pourraient leur dire : restez dans les vieilles formations, faites-y de l'entrisme pour préparer l'avenir. Nous ne leur disons pas cela parce que nous sommes devant la situation de fait suivante : un nombre appréciable de jeunes ont un rythme de développement très différent de celui de l'avant-garde ouvrière elle-même — sans parler du gros de la classe — et nous considérons que notre tâche est d'aider ces jeunes à faire positivement l'expérience dans laquelle ils s'engagent.

Nous n'avons jamais conseillé à nos propres militants qui sont dans la J.C.R. de cacher leur appartenance à notre parti au sein de cette organisation (1). Mais nous ne pensons pas que les adhérents de la IV^e Internationale doivent de prime abord déployer leur drapeau, pas plus que dans toute autre organisation ouvrière. Nos camarades qui militent dans la J.C.R. ont à gagner une autorité et des responsabilités par leur activité et par leur dévouement à cette organisation, non en affichant une étiquette « talisman », ou, au contraire, en se donnant un handicap auprès de jeunes non encore délivrés des séquelles de la « grande calomnie ».

L'argument d'Unir, selon lequel il ne s'agit pas d'une organisation contrôlée par l'appareil stalinien et que le « camouflage », qu'Unir estime indispensable dans ce dernier cas, ne se justifie plus, omet un point très important. L'appareil stalinien domine encore la plus grande partie du mouvement ouvrier français, et il exerce un chantage, qu'Unir connaît bien, au

près des organisations du P.S. et du P.S.U. à l'encontre des « renégats ». Le mouvement ouvrier français est loin d'être débarrassé des méthodes stalinienne, et qui veut travailler dans des organisations de masse ne peut pas ne pas en tenir compte.

Quant à l'affirmation que la J.C.R. serait une organisation de camouflage pour les trotskystes de la section française de la IV^e Internationale, elle est effectivement fautive (et nous n'avons pas du tout

l'intention d'essayer de faire de la J.C.R. une organisation de la IV^e Internationale), mais nous ne pouvons voir dans une telle accusation que l'incompréhension conservatrice ou l'hostilité réactionnaire en face de l'existence d'une organisation de jeunes révolutionnaires défendant un programme anticapitaliste au sein de la jeunesse, sans nécessairement avoir pour ce faire un programme répondant à tous les problèmes de la construction d'une direction révolutionnaire internationale.

CHANGEMENT ET REDRESSEMENT

Le P.C.F. est-il redressable ? A cette question, Unir nous répond : il se produit des changements dans son sein ; des progrès si faibles soient-ils s'accomplissent, alors pourquoi nier la possibilité d'un redressement ? A vrai dire, Unir et nous employons le même mot pour désigner des choses très différentes.

Le P.C. avait été fondé en 1920 parce que l'avant-garde du mouvement ouvrier français, stimulée par la révolution d'Octobre et la fondation de l'Internationale communiste, avait jugé que la marche au socialisme nécessiterait la prise révolutionnaire du pouvoir, qu'il fallait pour cela préparer un instrument spécifique, un parti communiste, rejetant toute idée réformiste, toute conception de collaboration de classe. Nous sommes restés fidèles à ces conceptions, nous avons précisément œuvré pour la IV^e Internationale du jour où nous sommes parvenus à la conviction que les partis communistes, gagnés par le stalinisme, glissaient sur la pente du réformisme et ne pourraient s'en sortir. L'expérience est venue confirmer ce point de vue. Aujourd'hui le P.C.F. recherche une alliance, non seulement avec la S.F.I.O. mais avec des ailes de la bourgeoisie sous la direction de Mitterrand. Le programme proposé par le P.C.F. est un programme de réformes de la société capitaliste. Nous ne savons pas si l'alliance se fera, mais d'ores et déjà nous disons

avec une certitude inébranlable : une telle politique ne peut conduire qu'à des défaites ouvrières. Le P.C.F. a, au lendemain de la guerre, participé à des combinaisons gouvernementales : cela a-t-il fait avancer la cause du socialisme ou bien a-t-on loupé le coche ? Quand donc et pourquoi des bourgeois de gauche s'entendent-ils avec des dirigeants de partis ouvriers pour constituer des combinaisons politiques ? Ce n'est pas pour hâter l'avènement du socialisme, mais pour endiguer de puissants mouvements ouvriers qui deviennent dangereux pour le maintien du capitalisme. La politique du P.C.F. est fluctuante, mais à aucun moment depuis de longues années elle n'a eu un caractère révolutionnaire. L'histoire a donné plus d'une fois l'exemple d'organisations révolutionnaires dégénérant dans l'opportunisme, l'opération contraire ne s'est jamais produite — ce qui, disons-le une fois encore, ne veut pas dire que le P.C.F. ne soit pas à présent le principal réservoir de cadres d'un parti révolutionnaire futur.

Le redressement pour nous, ce n'est pas le fait du changement — et en particulier du changement de langage, de l'abandon du camouflage pseudo-léniniste — on peut à coup sûr défendre à présent dans le P.C.F. des idées réformistes sans aucune dissimulation. La question pour nous est : le P.C.F. est-il ou peut-il redevenir l'instrument politique de la classe ouvrière pour la conquête révolutionnaire du pouvoir ? Nous répondons : non, non et non ! C'est ce qui nous différencie d'Unir qui ne rejette pas la conception désormais commune au P.C.F. et à la S.F.I.O. des voies pacifiques et parlementaires au socialisme. Nous serons certainement d'accord avec Unir pour lutter, en commun si possible, pour éliminer les méthodes stalinienne et instaurer un régime démocratique au sein du mouvement ouvrier, mais il ne s'agit là que d'un cadre, qui ne peut en aucun cas se substituer à la lutte pour forger un parti révolutionnaire, instrument indispensable de la classe ouvrière pour renverser la domination du capitalisme sur la société. P. FRANK

(1) Dans l'article d'Unir, il est question d'une lettre qu'un membre de notre organisation leur aurait écrite en niant être trotskyste. Nous ne savons pas à quoi ils font allusion. Unir peut nous attribuer nombre de vices et de défauts, mais tout de même y pense-t-on que nous serions assez stupides pour donner de telles consignes ? Nous n'avons, en tout cas, aucune crainte d'être confondus, et pensons que l'on devrait plutôt, à Unir, se méfier de la maladie de l'espionnage.

Le programme d'aménagement de la fédération

AU sortir de la période des vacances d'été, l'épreuve des prochaines élections législatives ne se présente guère sous des auspices très favorables pour le mouvement ouvrier français. La tension internationale accrue sous l'effet de l'escalade américaine au Vietnam fait remonter les actions du général de Gaulle dont les gestes anti-américains sont payants auprès du corps électoral.

Pendant ce temps, les formations représentatives de la classe ouvrière et ce qu'il est convenu d'appeler la gauche continuent à faire étalage de leur impuissance. Le dernier geste important de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste a été la présentation de son programme de législature intitulé pompeusement « Programme du 14 juillet » pour masquer la banalité et médiocrité de son contenu.

Hernu, le manager de la F.G.D.S., a caractérisé ce programme comme étant « franchement réformiste », ce qui est encore flatteur. L'éditorialiste du Monde, pourtant peu exigeant, a relevé la faiblesse de ce document, notant, en particulier, « une phraséologie plutôt creuse et une grande prudence tactique » dans certaines parties, et soulignant qu'en ce qui concerne le Vietnam « la Fédération se situe à droite du gaullisme et de son chef ».

D'autres commentateurs qui n'ont rien de socialistes-révolutionnaires ont été peu tendres à l'égard de ce programme. Philippe Fesson déclarait dans *Combat* qu'il n'y avait pas de quoi s'étonner : « Nous savions que le programme de la Fédération ne serait que ce manifeste généreux, flou, rassurant. Il conclut que le choix de la Fédération « est l'aménagement de ce qui existe ».

Le jugement de Maurice Duverger est à la fois plus lucide et plus incisif. Tout en se félicitant de ce que la gauche accepte de renoncer à son romantisme traditionnel de transformation des structures essentielles de la société et de ce qu'elle se plie aux faits, Duverger estime que ce programme demeure trop timide : « Schématiquement, les perspectives que la Fédération ouvre aux électeurs de 1967 sont un peu moins satisfaisantes que le gaullisme en politique extérieure et nettement plus satisfaisantes en politique intérieure. Dans l'un et l'autre domaines, elles se distinguent de lui par des détails plutôt que par des principes fondamentaux. »

En regard de cette critique, les objections formulées par le P.C.F. sont pleines de nuances et de prévenances. Aussi bien dans le communiqué spécial du Bureau politique que dans la série d'articles d'analyse publiés dans *l'Humanité*, on insiste sur le nombre appréciable de points de convergence avec le programme du P.C.F. à côté desquels on note certaines « insuffisances », « imprécisions » et « lacunes ». Cela tient, certes, d'une part, au désir des dirigeants du P.C.F. d'agir avec diplomatie et de ménager les leaders de la Fédération. Mais cela reflète également un certain nombre de reculs opérés par le P.C.F. dans le domaine du programme et son évolution vers une conception réformiste.

C'est ainsi qu'en matière d'institutions, la F.G.D.S. entend préserver la Constitution de la V^e République en se contentant d'une modification très limitée de quelques articles. Le P.C.F. se contente maintenant de souhaiter des amendements plus nombreux et renonce à l'exigence d'une Assemblée Constituante. La F.G.D.S. incline, par ailleurs, vers le régime présidentiel, ne semble pas vouloir d'une Assemblée unique, ni d'un scrutin plus équitable à la proportionnelle intégrale. Il importe en somme, à ses yeux, d'éviter toute crise de régime et de jouer la carte de la stabilité... capitaliste s'entend.

Cela apparaît d'une manière très frappante dans la rubrique économique du programme qui vise davantage à un meilleur fonctionnement du régime capitaliste qu'à une transformation de ce régime. Il est bien question d'une nationalisation des banques d'affaires et des industries d'armement, mais on s'arrête là. Les secteurs clés de l'économie ne seront pas nationalisés et la puissance capitaliste demeurera donc intacte, lui permettant de peser d'une manière déterminante sur le pouvoir politique quel qu'il soit. Il n'est pas question, non plus, cela va de soi, de contrôle ouvrier et de gestion populaire sans lesquels la nationalisation n'a pas grand sens.

Le programme de la F.G.D.S. est également des plus discret et des plus évasif sur le plan social. Il n'est pas question d'une augmentation générale des salaires, traitements et retraites. Ni de la réduction du temps de travail sans diminution des salaires. Ni du retour aux 40 heures. Ni de la réduction du temps de travail pour les femmes.

Les propositions en ce qui concerne la sécurité sociale et les allocations familiales sont très équivoques et s'apparentent à certains projets de la V^e République. En matière de logements, la F.G.D.S. ne paraît pas disposée à attaquer dans ses racines la spéculation foncière. Elle reprend curieusement à son compte la nécessité d'augmenter les loyers, estimant que « l'affectation au logement d'un pourcentage raisonnable de revenu doit situer les devoirs du citoyen ».

Enfin, la F.G.D.S. proclame à nouveau son attachement à l'Alliance atlantique. Elle renvoie dos à dos l'impérialisme américain et le F.N.L. du Vietnam adjurant les Etats-Unis de « mettre un terme aux bombardements massifs sur le Vietnam Nord » et le F.N.L. « de renoncer à ses prétentions irréalisables sur le départ des forces américaines préalablement à toute négociation ».

Les Etats-Unis sont seulement invités à cesser leurs bombardements du Nord et non pas à mettre fin à l'ensemble de leurs opérations de guerre. La nuance est de taille. Elle implique une solidarité tacite avec les objectifs contre-révolutionnaires qui animent l'action américaine.

Ce qui laisse mal augurer de l'évolution d'un gouvernement dont la F.G.D.S. serait l'axe. Un tel gouvernement offrirait peu de résistance à l'emprise américaine et serait rapidement prisonnier des forces les plus conservatrices.

Il ne saurait donc être question de ménager de quelque façon que ce soit la F.G.D.S. On s'est livré à certains jeux de mots qui se voulaient astucieux pour savoir si tout ce qui se trouvait à droite de la Fédération était de droite. A vrai dire celle-ci comprend des forces conservatrices profondément liées au régime capitaliste et il est par conséquent erroné d'espérer une évolution progressive quelconque de la F.G.D.S. La manière expéditive dont fut réglé le cas de Matalon, qui n'a rien d'un socialiste extrémiste, et la prudence dans l'examen du cas d'André Marie sont bien révélatrices.

Le programme de la F.G.D.S. doit être combattu clairement. Un tel programme ne peut servir de base pour une mobilisation sérieuse contre le gaullisme. Il fait au contraire le jeu du régime en place. L'union des forces ouvrières ne peut être scellée que sur un programme de transition vers le socialisme.

Gérard DARMON.

PASSEZ-NOUS VOS COMMANDES DE LIVRES

L. TROTSKY

- Littérature et Révolution 18,—
- Où va la France ... 5,—
- Les Bolcheviks contre Staline ... 4,—

E. MANDEL

- Traité d'économie marxiste (2 vol.) . 45,—
- Les Bolcheviks et la Révolution d'Octobre 18,80
- Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance. 18,80

D. GUERIN

- Sur le fascisme I. 12,30
- » » II. 18,80

H. LEFEBVRE

- Sociologie de Marx

DOCUMENTS J.C.R.